

# ROSA Newsletter



## RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dès fin octobre, l'envoi de la newsletter se fera exclusivement à travers **Capacity4Dev**.

Si vous souhaitez continuer à la recevoir, vous devez [vous inscrire sur capacity4dev](#) et rejoindre le groupe [Food & Nutrition Security - ROSA](#)

Numéro 47 | Octobre 2013

**AU SOMMAIRE :** Le rôle de la recherche agricole pour le développement > Agenda > Actualités du réseau

### ZOOM



## Le rôle de la recherche agricole pour le développement de l'agriculture durable et la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

En juillet dernier, la [Semaine scientifique](#) agricole de l'Afrique s'est tenue au Ghana, événement qui se déroule tous les 3 ans à l'initiative du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Rédigé par *Christian Castellanet*, responsable de programmes au Gret et ancien membre du comité ONG CGIAR, le Zoom du mois montre l'importance de la recherche agricole pour le développement en Afrique subsaharienne, afin de répondre à des enjeux cruciaux en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'augmentation des revenus et de conditions de vie des petits producteurs ruraux, tout en limitant les impacts négatifs sur l'environnement. Une nouvelle orientation, l'intensification durable, est aujourd'hui proposée. Cela suppose une rénovation des méthodes de la recherche, avec des approches plus intégratives et participatives, ainsi qu'une participation accrue à la définition de politiques publiques adaptées.

### Recherche agricole et modèle de développement rural

L'objectif des politiques agricoles ne peut pas être seulement d'augmenter la production : elles doivent également permettre l'amélioration des revenus, de la nutrition, et des conditions de vie des agriculteurs familiaux (qui constituent la grande majorité des agriculteurs dans les pays en développement) et la fourniture d'externalités positives pour l'ensemble des habitants, urbains et ruraux, à travers la protection de l'environnement, la préservation des paysages, l'emploi rural<sup>1</sup>.

La recherche agricole est l'un des principaux facteurs qui contribuent au changement des systèmes de production agricoles et d'évolution du monde rural. Elle contribue en particulier à l'amélioration de la productivité et des revenus agricoles et à l'évolution des pratiques agricoles. Diverses études d'impact ont montré que c'était l'un des investissements les plus efficaces en termes de croissance de la production agricole<sup>2</sup>. Alors que l'objectif premier de la recherche agricole a longtemps été de contribuer à l'accroissement de la production, ses objectifs ont évolué afin de permettre d'améliorer la résilience, la nutrition et de promouvoir le rôle des femmes.

<sup>1</sup> Le caractère multifonctionnel de l'agriculture est intégré dans la politique agricole commune de l'UE depuis le début des années 2000.

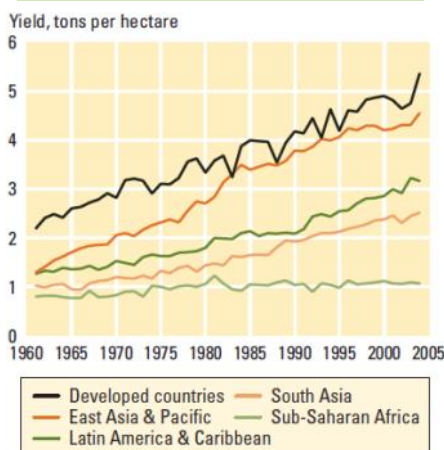
<sup>2</sup> *Impact Assessment of Agricultural Research for Development and Poverty Reduction - Hermann Waibel. Working Paper 2006 No. 2, Development and Agricultural Economics. Faculty of Economics and Management. University of Hannover, Germany* >>>

Le ROSA est  
une initiative de la :



COMMISSION  
EUROPÉENNE

D'après la Banque mondiale (2007), la différence de rendement céréalier entre l'ASS et les autres régions s'est accentuée au cours des dernières décennies



Les dernières données disponibles sur les niveaux des dépenses en recherche agricole datent de 2008<sup>3</sup>. Elles montrent une croissance importante des dépenses publiques dans ce secteur qui passent de 26 milliards \$ en 2000 à 31,7 milliards en 2008 (+22%). La croissance est essentiellement le fait des pays émergents, les PMA et les PED à faibles revenus connaissent des niveaux de croissance très faibles. Les pays africains se situent à un niveau assez faible (0,6 % de leur PIB agricole), mais néanmoins supérieur à celui de la Chine et de l'Inde [des compléments sont fournis en annexe sur le site du ROSA >>>].

### Le cas de l'Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, l'augmentation de la production agricole, qui a accompagné celle de la population, a surtout résulté de l'augmentation des surfaces cultivées plus que de l'amélioration des rendements ou de l'intensification des pratiques agricoles. Ceci contribue à augmenter la pression sur les forêts et les pâturages naturels, avec des conséquences à moyen terme sur les écosystèmes et sur la reproduction de la fertilité des sols, ainsi que sur la biodiversité et le climat.

Un des impacts les plus visibles de la recherche agricole pour le développement a été la révolution verte en Asie. Néanmoins, la révolution verte n'a pas donné les résultats escomptés en Afrique. Il y a plusieurs explications pour cela : tout d'abord, ce sont surtout les producteurs situés dans les zones fertiles et bénéficiant d'une bonne pluviométrie (ou de systèmes d'irrigation performants) qui ont bénéficié de la révolution verte. Ceci exclut de fait les petits agriculteurs africains engagés dans la production manuelle et situés dans des régions semi arides à la pluviométrie aléatoire. L'adoption de techniques de production améliorées classiques de la révolution verte, reposant sur des investissements monétaires significatifs en intrants (semences, engrais) est très difficile du fait des faibles capacités monétaires des producteurs africains. Même si un système de crédit était disponible, l'aléa climatique se traduit par des risques importants de non remboursement les mauvaises années [en complément sur le site du Rosa : Acquis et limites de la révolution verte >>>].

D'autres facteurs peuvent expliquer cette relative stagnation des rendements agricoles : tout d'abord l'absence ou la faiblesse des politiques de soutien à l'agriculture (prix et crédit), alors même que la libéralisation des marchés agricoles internationaux a placé les petits producteurs africains dans les pays les plus pauvres en situation très souvent difficile, du fait des énormes différences de productivité du travail entre les petits agriculteurs travaillant manuellement et celle des grandes exploitations mécanisées des pays développés ou intermédiaires<sup>4</sup>. La faiblesse des infrastructures, et en particulier le faible développement de l'irrigation en zones arides et semi arides est également en cause. D'autres facteurs, liés au type de droits d'usage sur la terre et sur les ressources naturelles, ont également joué un rôle, car en l'absence de sécurisation foncière beaucoup d'investissements sont aléatoires, en particulier tous ceux qui visent à établir des plantations, restaurer la fertilité des sols et la productivité des prairies, et à lutter contre l'érosion.

### Les débats actuels en Afrique

Il y a aujourd'hui consensus sur le fait qu'il est nécessaire de viser une intensification de la production agricole en ASS (dans le sens d'une augmentation des rendements à l'hectare), adaptée aux conditions locales et reposant sur de nouvelles bases, plus économes en intrants et moins néfastes pour l'environnement que la révolution verte. Ceci rejoint les conclusions de l'IAASTD, un effort d'expertise collective qui a mobilisé pendant 4 ans des centaines de chercheurs de nombreuses disciplines et de toutes les régions du monde [des compléments sur l'IAASTD sont fournis en annexe sur le site du ROSA >>>].

Cependant, un certain nombre de points font débat au niveau international pour la recherche, et particulièrement en Afrique subsaharienne :

*La question de la taille des exploitations à appuyer.* Quelle priorité accorder aux petits agriculteurs (pour la plupart des agriculteurs familiaux, qui constituent la grande majori-

<sup>3</sup> Voir [www.asti.cgiar.org](http://www.asti.cgiar.org). Les chiffres sont donnés en dollars constants de 2005 à parité de pouvoir d'achat.

<sup>4</sup> IAASTD, 2008. >>>

té des populations rurales) par rapport à un modèle de développement plus moderne, basé sur des exploitations mécanisées beaucoup plus grandes ? Le FARA (Forum pour la recherche agricole en Afrique<sup>5</sup>) note que cette question fait débat parmi les responsables politiques, les experts du développement, les chercheurs et au sein du secteur privé, avec des vues souvent très tranchées. Ce débat doit être relié à celui des politiques foncières nationales favorisant plus ou moins de grandes concessions aux entrepreneurs locaux, voire internationaux, avec en toile de fond le débat sur « l'accaparement des terres » par des investisseurs internationaux dans des conditions souvent opaques. Il doit également être mis en relation avec la question de la transition démographique, et de la capacité des autres secteurs économiques urbains à absorber l'énorme flux de main d'œuvre résultant de la combinaison d'un exode rural accéléré et de l'accroissement rapide de la population et des jeunes en âge de travailler<sup>6</sup>.

Le FARA questionne également le *type d'intensification à appuyer* : une partie des chercheurs et décideurs pense que l'essentiel du développement doit provenir de l'application des technologies à haut niveau d'intrants, intégrant les OGM, eux même l'objet de débats. L'autre partie défend l'intensification durable à travers des approches centrées sur une meilleure gestion des ressources. Le FARA observe que ces deux débats se rejoignent dans les deux paradigmes actuellement dominants au niveau de la recherche agricole : l'appui aux petits producteurs, avec une faible utilisation des intrants d'un côté, de l'autre l'appui aux grands producteurs, forts utilisateurs d'intrants.

### Quelles orientations pour la recherche agricole en ASS ?

La recherche agricole doit fournir, d'une part des éléments objectifs alimentant les décideurs politiques afin de répondre aux défis abordés plus haut, et d'autre part travailler sur des techniques et des modèles adaptés aux besoins des groupes cibles, en particulier les petits agriculteurs.

### Le besoin de développer les recherches socio-économiques

Les considérations précédentes montrent qu'il y a tout d'abord un fort besoin de recherche de type socio-économique, pour éclairer les politiques et le modèle de développement choisi afin de :

- Répondre aux enjeux de politiques agricoles (ouverture des marchés, politique foncière et encouragement de la mécanisation/ des intrants, filières agro-alimentaires) et situer les enjeux agricoles au sein des politiques nationales de développement (démographie et emploi). A ce sujet, le FARA note qu'il y a de grandes différences de situations entre pays africains en termes de disponibilité de terres, de démographie, de ressources humaines, et que les stratégies de développement agricoles et de recherche doivent donc prendre en compte ces différences.
- Faire évoluer les modes locaux de gestion des terres et des ressources naturelles. Ceci suppose de véritables dispositifs de recherche-action associant les autorités locales, les populations et les autorités coutumières, et l'Etat. Il s'agit de développer les capacités de gestion commune des forêts, des pâturages, des cours d'eau, des périmètres irrigués, afin de permettre une exploitation durable optimale des ressources naturelles, en particulier le bois de feu, la pêche, la faune sauvage, le bois d'œuvre. C'est la clé de la sécurisation des investissements productifs et de la limitation des conflits de plus en plus fréquents et violents entre sédentaires/ transhumants et entre autochtones/ nouveaux arrivants.
- Appuyer l'émergence d'organisations d'agriculteurs capables de faire face aux défis locaux, répondre aux besoins et opportunités du marché, et s'engager dans la voie du changement technique et de l'auto formation.

### Les défis de la recherche agronomique : l'intensification durable (ou « écologique »)

<sup>5</sup> Pour plus d'information sur le FARA : <http://fr.fara-africa.org/>

<sup>6</sup> C'est le thème du programme de recherche Rural Struc. Plusieurs rapports peuvent être téléchargés sur ce lien [>>>](#)



La recherche agronomique doit affronter le défi de l'intensification tout en s'adaptant aux réalités propres à l'ASS. Certains parlent d'« Intensification Durable », d'autres d'« Intensification Ecologique », d'autres enfin d'« Agroécologie ». Globalement, il y a un consensus parmi les chercheurs pour dire que l'approche « top-down » du transfert de technologie et que le contenu technique adoptés par la révolution verte ne sont plus adaptés. Il s'agit dès lors d'aborder plusieurs directions<sup>7</sup>.

#### L'optimisation des processus agro-écologiques.

Il s'agit d'utiliser au mieux les propriétés des agro-écosystèmes cultivés, en maximisant l'utilisation de l'énergie lumineuse et de l'eau, en optimisant l'occupation du sol, la production de biomasse, en développant les cycles des minéraux et de la matière organique, et évitant les pertes en eau, en jouant sur les dynamiques des populations d'ennemis des cultures et de leurs prédateurs, et enfin en tirant parti des caractéristiques de diverses espèces cultivées pour minimiser la compétition entre elles et maximiser par contre leurs complémentarités.



Ceci passe concrètement par le renforcement de l'association agriculture –élevage, l'agroforesterie, le développement de la fertilisation organique, le développement de cultures associées, les techniques de non travail du sol et de mulching (« agriculture de conservation »), la gestion intégrée des ennemis des cultures (IPM)<sup>8</sup>, ainsi que par des aménagements antiérosifs des terres et des bassins versants, et l'agriculture organique en tant que tel (qui reprend tous ces principes, en y rajoutant la contrainte de n'utiliser aucun intrant chimique externe).

Ces processus sont propres à chaque localité et milieu agroécologique « *site specific* » ; le développement de systèmes agricoles durables est donc « intensif en connaissances », dans la mesure où ils sont basés sur des observations et pratiques fines des agriculteurs qui vont repérer par exemple les plantes restauratrices de fertilité (ou au contraire indicatrices de baisse de fertilité), les plantes faisant fuir tel ou tel insecte, etc. Cela suppose de combiner les connaissances paysannes et celles des chercheurs, pour développer des systèmes adaptés aux conditions socio-économiques et écologiques locales. Un changement de paradigme est nécessaire au sein de la recherche agricole et des services de vulgarisation qui étaient davantage habitués à développer des innovations standardisées transférées à une large échelle. A l'inverse, les approches agroécologiques et d'intensification durable insistent sur la nécessité d'une recherche adaptée, prenant en compte la diversité des systèmes agricoles dans les différents lieux.

Ces modèles sont également « intensifs en travail », car la bonne gestion des agro-écosystèmes demande des interventions fines des agriculteurs au niveau de chaque plante et pour produire et gérer la matière organique.

#### Optimisation de l'utilisation des intrants

Les tenants de l'agriculture biologique considèrent qu'il est possible de nourrir le monde en renonçant aux intrants chimiques et en pratiquant une agriculture basée sur l'optimisation des processus écologiques et de la matière organique<sup>9</sup>. Cependant, d'autres experts font remarquer qu'en Afrique, les niveaux actuels d'utilisation d'intrants sont tellement bas qu'il convient de les augmenter pour améliorer les rendements, alors que dans les pays développés mais aussi ceux qui ont adoptés massivement la révolution verte, comme la Chine, une baisse de l'utilisation des intrants est souhaitable. L'agriculture biologique n'atteint en moyenne que les 2/3 des rendements de l'agriculture à haut niveau d'intrants chimiques, avec l'application de matière organique (fumier ou compost) disponible localement. On peut cependant remarquer que vu le niveau actuel de productivité de l'agriculture africaine, en matière de céréales en particulier, l'agriculture biologique aurait selon ces chiffres le potentiel théorique de

<sup>7</sup> Cette partie s'inspire largement du rapport « Sustainable Intensification : a new paradigm for African agriculture » du Panel de Montpellier >>>

<sup>8</sup> Le projet ADOPT financé par l'UE dans 3 pays (Kenya, Tanzanie et Ethiopie) promeut l'approche push pull qui consiste en un assemblage de diverses plantes pour attirer (pull) et éloigner (push) les ravageurs. Voir le site du projet : <http://www.push-pull.net/>

<sup>9</sup> FAO, International Conference on organic agriculture and food security, Report, May 2007 >>>

<sup>10</sup> Si l'on considère un rendement moyen des céréales en ASS de 1,2T, et un rendement potentiel de 5 T en agriculture intensive classique, on arrive à une estimation d'un potentiel de l'ordre de 3,3 T en agriculture biologique, plus de deux fois les rendements actuels.

déjà doubler ou tripler les rendements<sup>10</sup>. Enfin, pour compléter la discussion, certains agroécologues considèrent qu'il est souhaitable, en présence d'un sol très dégradé, de reconstituer d'abord sa fertilité en combinant apports de matière organique et apports complémentaires d'engrais chimiques permettant de reconstituer le stock de minéraux du sol, donc de passer par une phase de transition, avant de reconverter ensuite le système en agro-biologie, une fois que sa fertilité a été restaurée.

Les tenants d'une agriculture raisonnée ou de précision considèrent qu'il existe un grand champ de progrès autour de l'optimisation des doses limitées d'intrant utilisées dans certaines régions et autour de certaines filières. D'autant que le coût élevé et croissant des intrants, face au prix relativement stagnant des produits de base (même s'il y a eu une croissance des prix des céréales ces dernières années) rend l'utilisation des engrais peu attractive dans les régions enclavées en particulier. L'efficacité de l'utilisation des engrais (en termes de tonnes supplémentaires produites par kg appliqué) est donc une condition de leur diffusion large. Un exemple de cette approche est le développement par l'ICRISAT de techniques de fertilisation par microdoses d'engrais placées proches des semences, dans les trous de semis, qui permettent une augmentation significative de rendements du sorgho avec des doses de 4 kg d'engrais/ ha.

### Amélioration génétique

Il faut tout d'abord savoir que la nature n'offre pas de « free lunch ». Les généticiens et les écologistes savent depuis fort longtemps que les variétés cultivées (ou races d'élevage) représentent toutes un compromis entre productivité (rapidité de la croissance, part de la biomasse allant vers les semences ou les fruits...) et la rusticité, c'est-à-dire la résistance aux stress, aux maladies et la capacité à survivre dans un environnement hostile. Les races et variétés locales ont été sélectionnées durant des siècles par les agriculteurs et les éleveurs pour justement présenter un optimum dans les conditions habituelles de leur environnement. Comme cet environnement est fréquemment assez rude en Afrique, ces espèces ont un faible potentiel de productivité, mais garantissent par contre un rendement minimum même lorsque les conditions sont très mauvaises en cas de sécheresse ou d'attaque parasitaire par exemple.



Amélioration des plants de thé en Tanzanie avec une coopérative locale

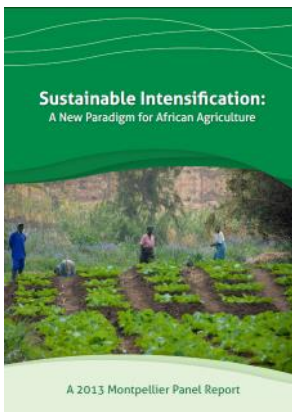
Dès lors que l'on améliore l'environnement des plantes cultivées ou des animaux d'élevage, en améliorant la fertilité des sols et leur approvisionnement en eau, et en assurant une meilleure alimentation et protection parasitaire des animaux, il devient possible d'utiliser de nouvelles variétés ou races, plus productives et moins rustiques, pour améliorer les rendements. La recherche agricole peut jouer un rôle important dans ce domaine, d'une part en travaillant sur l'amélioration génétique classique en station, d'autre part, en collaborant avec les agriculteurs autour de systèmes de sélections participatifs de variétés et populations locales plus adaptées. De manière schématique, il s'agit, dans chaque environnement, de trouver l'optimum entre rendement et rusticité. L'un des exemples de succès de cette approche est la création et le développement du Nerica, le croisement d'un riz africain (*Oryza glaberrima*) résistant à la sécheresse et à des sols pauvres et acides, avec des espèces asiatiques plus productives et de cycles plus courts (*O. sativa*), réalisé en culture tissulaire.

### Répondre aux nouveaux défis

La recherche agricole doit aussi prendre en compte de nouveaux défis, à côté des questions d'augmentation de la production et d'intensification. Cela passe par l'amélioration de la nutrition, l'augmentation de la résilience et de l'adaptation au changement climatique, l'amélioration de l'équité dans l'utilisation des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité. Des exemples de réussite de la recherche dans cette direction incluent le développement et la dissémination d'aliments de base enrichis en nutriments (tels que la patate douce enrichie en vitamine A au Mozambique<sup>11</sup>) et le développement de systèmes agroforestiers dans les zones sahéliennes permettant de restaurer la fertilité des sols et d'améliorer la résilience des systèmes de culture en cas de stress hydrique<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Voir l'étude de cas sur le site de l'EIARD, l'initiative européenne sur la recherche agricole pour le développement : <http://www.eiard.org/key-documents/impact-case-studies/2013/#HarvestPlus>

<sup>12</sup> <http://www.eiard.org/key-documents/impact-case-studies/2013/#ICRAF>



### Pour aller plus loin

► African agricultural R&D in the new millennium, Beintema et Stads, IFPRI, ASTI, 2011 [>>>](#)  
et les rapport pays [>>>](#)

► Sustainable intensification: A new paradigm for African agriculture, Montpellier Panel, Rapport 2013 [>>>](#)

► Conférence GCARD 2010, nombreux rapports thématiques et géographiques [>>>](#)

► Site du Forum global sur la recherche agricole (GFAR) [>>>](#)

► Site du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) [>>>](#)

► Etudes d'impact de l'initiative européenne pour la recherche agricole pour le développement (EIARD) [>>>](#)

► L'agriculture au service du développement, RDM 2008, Banque mondiale, 2007 [>>>](#)

## De nouvelles relations entre la recherche agricole et les agriculteurs

Ces nouveaux défis nécessitent de développer une approche systémique et participative de la recherche agricole, visant à trouver des solutions aux problèmes spécifiques de telle ou telle catégorie d'agriculteur, dans un milieu agro-écologique donné. L'expérience montre cependant qu'il ne suffit pas d'adopter une approche éco-systémique (comme l'ont fait plusieurs centres de recherche internationaux du CGIAR, tels que l'ICRISAT, l'ICARDA, le CIAT, dans les années 80 et 90), il faut de plus être capable d'organiser un véritable dialogue avec les usagers de la recherche, en l'occurrence les agriculteurs, afin d'identifier des solutions appropriées et adaptées à leurs contraintes et capacités de mise en œuvre. Il s'agit également de combiner effectivement les connaissances locales et traditionnelles des paysans et les connaissances scientifiques à travers le développement de modalités de recherche nouvelles, recherche en partenariat voir recherche initiées par les agriculteurs eux-mêmes selon le modèle de « paysan à paysan ». Les obstacles à l'établissement de ces recherches basées sur la demande des utilisateurs, et plus encore de « recherches en partenariat » sont toutefois nombreux. Ils demandent un changement dans les pratiques et méthodes de recherche et dans l'organisation des centres de recherche, mais aussi dans la culture et la pratique des organisations paysannes et des agriculteurs. Les ONG peuvent jouer un rôle important de médiateurs et partenaires dans l'établissement de ces relations et dans la mise en œuvre de recherches en partenariat.

Diverses initiatives ont été lancées avec l'appui de l'UE pour faciliter ce rapprochement entre recherche et agriculteurs familiaux ainsi qu'avec le secteur privé en Afrique, autour des fora régionaux de recherche agricole et le GFAR (Forum Global de la Recherche Agricole), ainsi que les programmes PAEPARD<sup>13</sup>, INSARD<sup>14</sup>, ou le *Sub Saharan Africa Challenge Program*<sup>15</sup> mis en œuvre par le FARA.

Pour développer cette approche, les défis sont nombreux. Tout d'abord, les processus participatifs sont longs et génèrent des coûts de transaction importants : l'élaboration d'un projet de recherche avec les aller et retours nécessaires entre chercheurs et producteurs demande entre un et deux ans. Puis les délais demandés par la plupart des fonds compétitifs pour traiter les demandes sont souvent d'un an. Au total, ce sont trois années - la durée la plus fréquente d'un projet d'appui - qui sont nécessaires pour seulement aboutir à un projet conçu et financé. Comment soutenir des processus qui se situent nécessairement dans la durée avec des projets à durée limitée ? Comment garantir effectivement l'appui aux recherches élaborées en commun au terme d'un processus de co-construction, ou du moins à une partie significative d'entre elles ? Comment faire coexister, dans les fonds de recherche compétitifs, critères d'excellence et critères de pertinence liés aux conditions de leur négociation avec les producteurs concernés ? Comment s'articuler avec les autres bailleurs appuyant la recherche, au sein du GFAR et du CGIAR ?

## Conclusion

Pour faire face aux enjeux importants à venir en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'augmentation des revenus et de conditions de vie des petits producteurs ruraux, tout en limitant les impacts négatifs sur l'environnement, une intensification durable de l'agriculture est nécessaire, en Afrique subsaharienne tout particulièrement. Cette intensification durable repose sur une combinaison de techniques modernes et d'optimisation des processus agro-écologiques. La recherche agricole pour le développement a un rôle important à jouer dans ce processus, elle doit adopter une approche plus intégrative et participative, en développant des collaborations étroites avec les agriculteurs à la fois dans sa programmation et dans sa mise en œuvre. Elle doit également contribuer à alimenter les politiques publiques en répondant aux nombreuses questions qui se posent sur les modèles de développement agricole à promouvoir, en contribuant à la sécurisation du foncier et la mise en place de mécanismes concertés de gestion des ressources naturelles, et en accompagnant le renforcement des institutions aussi bien au niveau local que national et régional.

<sup>13</sup> <http://paepard.org>

<sup>14</sup> <http://www.repaoc.org/insard/>

<sup>15</sup> <http://www.fara-africa.org/our-projects/ssa-cp/>

L'auteur remercie David Radcliffe (EuropeAid) et Didier Pillot (Montpellier Supagro IRC) pour leurs commentaires et suggestions très précieux.





## Événements passés

- **Réunion d'engagement des programmes de recherches du CGIAR avec les donateurs et les partenaires extérieurs (titre traduit) - CGIAR, Montpellier, 17-28 juin 2013** : Ces réunions se sont déroulées dans le cadre de la réforme du CGIAR (Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale) initiée en 2008 et marquée par l'adoption du *Strategic Result Framework* en 2012. L'évènement a été l'occasion de présenter et de discuter avec les partenaires des différents programmes de recherches du portefeuille du CGIAR, les résultats atteints et les programmes de travail pour les années à venir. Ces travaux ont été répartis en 4 sessions de 2 jours afin de couvrir les 16 programmes de recherche de CGIAR. Chercheurs, ONG, donateurs et



autres partenaires se sont accordés sur le fait que le taux d'adoption des innovations agricoles par les agriculteurs pauvres reste souvent inadéquat. Les solutions développées par les scientifiques ne sont pas toujours adaptées aux besoins locaux des agriculteurs. Des contraintes internes et externes au secteur agricole, tels que le manque d'infrastructures et les dysfonctionnements institutionnels, tendent à limiter le changement d'échelle. Les organisations de développement peuvent aussi ne pas être au courant des potentielles nouvelles technologies ou pratiques agricoles, ou encore des innovations institutionnelles, qui pourraient améliorer les revenus des ménages ruraux, la sécurité alimentaire et la nutrition de manière durable. >>>

- **Maîtriser les approches écosystémiques pour la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique en Afrique (titre traduit) - FAO, UNEP, Nairobi, 20-21 août 2013** : Cette première conférence africaine sur la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique a exploré les approches écosystémiques pour renforcer la sécurité alimentaire, la productivité des écosystèmes et l'adaptation au changement climatique en Afrique. 700 participants de 54 pays ont assisté à la conférence: représentants des gouvernements, société civile et organisations intergouvernementales. L'objectif de l'évènement était de faciliter l'échange d'expérience et de discuter des principales leçons issues des études de cas provenant du continent. A la fin de la conférence, les participants ont adopté une déclaration sur la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique qui reconnaît l'approche écosystémique comme une première étape vers la construction de systèmes alimentaires résilients. Le livret du participant résume les études de cas présentées pendant la conférence, qui sont aussi disponibles sur le site de l'évènement. (*en anglais*) >>>

## Événements à venir

**16 octobre** : Journée mondiale de l'alimentation : 'Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition' >>>

**29 novembre** : Conférence d'ouverture de l'AIAF: 'Agriculture familiale: un dialogue en faveur d'une agriculture plus durable et plus résistante en Europe et dans le monde', CE, Bruxelles >>>

**N'hésitez pas à poster des événements à venir sur le plateforme collaborative du Rosa** >>>

- **La transformation agricole en Afrique. Briefing de Bruxelles - CTA, secrétariat ACP, Concord, Bruxelles, 2 octobre 2013** : L'évènement s'est déroulé en deux parties. La première a montré en quoi l'agriculture est un facteur de transformation économique et sociale en Afrique. Les panelistes ont présenté la manière dont l'agriculture africaine s'insère dans le contexte mondial, ses enjeux en matière d'emploi rural (cas du Kenya) et rôle du secteur privé. La seconde session est revenue sur les succès avérés et les meilleures pratiques dans le secteur agricole. Après une présentation générale de l'IFPRI, les présentations se sont concentrées sur 3 sujets précis: le suivi des engagements de Maputo, les partenariats public-privé, la manière de tirer parti des investissements privés. Le *reader* (en anglais) offre les résultats d'une recherche approfondie sur le sujet. La vidéo des débats et l'ensemble des présentations sont disponibles à partir du [site des briefings de Bruxelles](#). >>>



## Nouvelles de la Commission

eudevdays.eu

26-27 November 2013  
Brussels - Tour & Taxis

● **Journées européenne du développement 2013 - Construire le consensus sur un nouvel agenda pour le développement, 26-27 Novembre** : Organisées par la Commission européenne, les Journées européennes du développement Cette année, les JED s'intéresseront aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et au débat sur l'après-2015, en insistant sur la nécessité d'arriver à un consensus sur une position européenne commune et solide défendant une approche conjointe pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement durable. Ce sujet est au cœur de l'actualité avec l'évènement spécial de Nations-Unies sur les OMD qui s'est tenu à New-York le 25 septembre dont les [conclusions](#) ont été adoptées lors de l'Assemblée générale des Nations-Unies en octobre.

Parmi de nombreux sujets, les JED13 aborderont la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience et l'agriculture durable. Des experts de haut-niveau et des décideurs participeront aux différentes sessions:

- L'agriculture en Afrique aujourd'hui, dire les faits à partir des mythes : une présentation de la banque mondiale à partir d'enquêtes intégrées sur l'agriculture et la mesure des niveaux de vie conduites dans 6 pays africains. [>>>](#)
- Construire la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire. De l'engagement politique au changement durable : avec des présentation des directeurs de l'IFPRI et du CTA. [>>>](#)
- Petits agriculteurs, gros business? Du débat controversé aux solutions concrètes : à partir d'études de cas, cette sessions discutera des rôles du secteur privé et des acteurs publiques pour un changement d'échelle des partenariats inclusifs. [>>>](#)
- Sécurité alimentaire et justice alimentaire : un débat organisé par le Parlement européen. [>>>](#)
- Solutions innovantes pour la sécurité alimentaire. Un atelier pour résoudre les problèmes pour renforcer la résilience face aux défis de l'insécurité alimentaire : une session de brainstorming participatif organisée par l'université de Nottingham pour explorer les solutions innovantes pour la résilience. [>>>](#)
- Nourrir le changement. Encourager la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers des partenariats innovants : une discussion sur les partenariats de haut-niveau avec des représentants de gouvernements, d'agences de développement, du secteur privé et de la société civile. [>>>](#)
- Sécurité alimentaire mondiale et cohérence des politiques pour le développement : une table-ronde sur la CPD avec l'OCDE, la CE et des gouvernements. [>>>](#)

Les débats seront traduits en français et en anglais. Voir le [site des JED13](#) pour les informations pratiques pour participer à l'évènement.

Vous pouvez suivre les actualités liées aux JED13 sur le site du ROSA. [>>>](#)

## Nouvelles ressources en ligne

● **Réveillez vous avant qu'il ne soit trop tard, CNUCED – Septembre 2013 (titre traduit)** : La Revue 2013 sur le commerce et l'environnement de la CNUCED se concentre sur l'agriculture. Le message clé est que les pays développés et en développement doivent opérer un changement de paradigme: de la "révolution verte" vers une "intensification vraiment écologique". Le rapport est composé de 5 chapitres écrits par des praticiens du développement et des universitaires: transformation agricole, élevage, vulgarisation, foncier et commerce. Chaque chapitre est suivi d'une série de commentaire de différents experts qui proposent des études de cas et d'approfondir certains concepts. Le rapport insiste sur la nécessité d'un changement vers des sys-



tèmes de production diversifiés qui reflètent la multifonctionnalité de l'agriculture, et met en avant l'importance de circuits fermés d'éléments nutrition (*closed nutrient cycles*). En outre, du fait que les coûts environnementaux de l'agriculture industrielle ne sont largement pas pris en compte, les gouvernements devraient assurer que davantage de nourriture est produite là où elle est nécessaire. Le rapport recommande d'ajuster les règles du commerce pour permettre « *autant de d'aliments produit localement que possible, et autant de produits alimentaires échangés que nécessaire* ». (document en anglais) >>>



● **Intensification durable : Un nouveau paradigme pour l'agriculture africaine, Rapport 2013 du panel de Montpellier – Juillet 2013:** Ce rapport a été publié dans le cadre du panel de Montpellier – un groupe d'experts internationaux des domaines de l'agriculture, du développement durable, du commerce, des sciences politique et du développement, présidé par Gordon Conway (voir le Zoom de ce mois). Le rapport apporte une pensée innovante et des exemples sur la manière dont les techniques d'intensification durable sont utilisées par les petits producteurs agricoles en Afrique pour lutter contre la crise alimentaire et nutrition du continent. Le rapport démarre en examinant le processus d'intensification avant de considérer comment s'assurer que celle-ci est durable, puis de conclure sur les solutions pratique à l'œuvre en Afrique aujourd'hui. (document en anglais) >>>

● **Semer les graines d'une bonne nutrition, ACF, Cirad, Gret – Septembre 2013:** Faire le lien entre agriculture et nutrition et améliorer l'impact nutritionnel des programmes agricole sont des sujets d'intérêt croissant dans l'agenda international (voir [Rosa newsletter 46](#)). L'objectif de ce rapport est d'évaluer à quel point l'agenda international sur l'agriculture et la nutrition se traduit effectivement en actions sur le terrain, dans les pays qui connaissent des forts taux de malnutrition. Le rapport est basé sur trois études de cas qui ont été conduites au Burkina Faso, au Kenya et au Pérou pour répondre aux questions suivantes: i) Comment les politiques agricoles nationales intègrent les préoccupations nutritionnelles? ii) Quelles sont les principales contraintes qui empêchent l'agriculture de contribuer davantage à la lutte contre la sous-nutrition? iii) Quelles recommandations pourraient permettre de lever ces contraintes? (*seul le résumé est pour l'instant disponible en français*) >>>



● **Cohérence des politiques pour le développement durable et inclusif, OCDE – Juin 2013 (titre traduit):** Ce récent papier de l'OCDE discute de la manière de créer un environnement favorable à des politiques cohérentes dans le cadre des OMD post-2015. Il s'appuie sur le travail de l'OCDE sur la cohérence des politiques pour le développement (CPD). L'article passe en revue les grands changements mondiaux et recommande la mise en place d'une approche CPD plus large basée entre autres sur: l'action collective, des responsabilités communes mais différenciées et des bénéfices mutuels ; des niveaux multiples de cohérence ; le dialogue politique inclusif ; et un focus sur la promotion de synergies entre les secteurs et à l'intérieur des politiques publiques. Ce travail fait aussi partie de la [réflexion](#) plus large de l'OCDE sur l'agenda post-2015. Il sera également discuté lors des Journées européennes du développement lors de la [session](#) sur la sécurité alimentaire mondiale et la cohérence des politiques pour le développement, le mercredi 27 novembre 2013. (document en anglais) >>>

● **Leçons tirées des programmes de résilience : cas d'étude du programme RAIN en Ethiopie, Mercy Corps – Août 2013:** Cette étude explore la manière dont les éléments innovants du programme (combinaison de financements humanitaires flexible, d'un projet pluri-annuel, et d'approche d'urgence et de développement) ont été mise en œuvre dans la pratique. Elle met en avant le rôle clé joué par un management aux bonnes capacités d'adaptation pour maximiser ces éléments. L'objet de ce travail de fournir des conseils pour l'élaboration et la mise en œuvre de futurs programmes de résilience. (document en anglais) >>>

## Ressources externes et blogs

---

- **Consultation politique de l'IFPRI 2020. Construire la résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle** : L'IFPRI a lancé une consultation globale pour deux ans sur la question de la résilience. La pièce centrale de cette initiative est la tenue d'une conférence internationale à Addis Abeba du 15 au 17 mai 2014. Un site a été mis en ligne pour accompagner cette démarche. (*site en anglais*) [>>>](#)

Dans le cadre de cette initiative, une table-ronde se tiendra le 21 octobre intitulée « Investir dans le renforcement de la résilience des petits producteurs » et sera diffusée en direct sur le site: [>>>](#) (*en anglais*)

- **Interventions visant à améliorer la qualité de l'eau et l'approvisionnement en eau, les pratiques sanitaires et hygiéniques, et leurs effets sur l'état nutritionnel des enfants**, Dangour et al., *Cochrane collaboration – Juillet 2013*: Revue systématique des liens entre la malnutrition et les intervention WASH (eau, assainissement et hygiène) à partir des données de 14 études conduites dans 8 pays. (*en anglais, résumé en français*) [>>>](#)

---

### Contacts :

[EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu)  
[animation@reseau-rosa.eu](mailto:animation@reseau-rosa.eu)

**Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.**

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne

**Crédits photo** : Commission Européenne/EuropeAid, CGIAR and Gret (objectif Sud)